



Agence de notation Moody's

La perspective économique de notation du Togo passe de "négative" à "stable"

Les perspectives économiques du Togo prennent des couleurs et s'améliorent au fil des réformes initiées par le gouvernement. Après celles de Standard & Poor's (S&P) sur le Togo, c'est l'agence de notation Moody's qui monte au créneau à son tour. Elle a confirmé le regain de confiance de l'économie nationale en relevant de "négative" à "stable" la perspective du pays.



PAGE 5

PRODUITS FNFI



Echos des bénéficiaires

« Grâce au FNFI, j'ai de petits revenus et je rentre avec le sentiment d'avoir moi aussi rendu service à ma communauté », Abra Toleassi, bénéficiaire du produit APSEF installée à Atakpamé

PAGE 2

TÉLÉCOMMUNICATION



Enquête de satisfaction client 2024

Les consommateurs satisfaits des opérateurs, mais dénoncent des tarifs toujours élevés

15 000 consommateurs se sont prêtés à l'enquête de satisfaction client initiée par l'Autorité de régulation des communications électroniques ...

PAGE 5



Agression du député sénégalais Sagna à Lomé

Soutien des autorités togolaises à une enquête judiciaire

Le dimanche 29 septembre 2024 en fin d'après-midi, des informations circulant sur les réseaux sociaux et à travers les médias, indiquaient que le député sénégalais Guy-Marius Sagna, membre du Parlement de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (Cédéao) et ses alliés politiques ...

PAGE 3

DERNIERES HEURES

Mois du Consommer local: c'est parti pour la 5è édition

Pour la cinquième année consécutive, le Togo organise du 1er au 31 octobre le "Mois du Consommer local". L'événement, initié en collaboration avec la Commission de l'Uemoa, est placé cette année sous le thème des enjeux et défis du développement du tissu industriel pour une consommation locale dynamique et durable.

Durant un mois, plusieurs activités dont le coup d'envoi officiel sera donné le 10 octobre prochain à Kpalimé, seront menées, afin de faire le point sur les éditions précédentes, et définir de nouvelles stratégies pour renforcer la compétitivité des entreprises togolaises.

L'ambition du gouvernement à travers l'organisation de cet événement, est surtout de mobiliser tous les acteurs des chaînes de production, de transformation et de distribution des produits locaux, ainsi que de dynamiser davantage le secteur.

Depuis juillet 2024, le pays a franchi un nouveau cap sur la question, en se dotant d'une stratégie nationale de consommation locale.

ETRANGER

Côte d'Ivoire

Présidentielle 2025: Alassane Ouattara donne des consignes aux militants RHDP

PAGE 4

Bureau du citoyen

Les Togolais peuvent contrôler l'action publique locale

Conformément à la loi en vigueur au Togo, les bureaux du citoyen vont bientôt commencer à fonctionner au niveau des collectivités territoriales. Mais qu'est-ce que le bureau du citoyen et quelles sont ses prérogatives ? « Il est créé un bureau du citoyen. Les citoyens ont le droit de saisir les élus locaux sur les questions et sujets qui les concernent. Cette saisine ...



PAGE 3

	SOMMAIRE	<p>Côte d'Ivoire/Présidentielle Présidentielle 2025: Alassane Ouattara donne des consignes aux militants RHDP</p>  <p>P 4</p>	<p>Enquête de satisfaction client 2024 Les consommateurs satisfaits des opérateurs, mais dénoncent des tarifs toujours élevés</p>  <p>P 5</p>	<p>Togo Richesses naturelles au profit de l'énergie</p>  <p>P 6&7</p>
---	----------	---	--	---

Echos des bénéficiaires des produits FNFI

" Grâce au FNFI, j'ai non seulement des petits revenus mais je rentre avec le sentiment d'avoir moi aussi rendu service à ma communauté", Abra Toleassi, bénéficiaire APSEF installée à Atakpamé

Ce mercredi, nous prenons rendez-vous avec Atakpamé pour mettre sous les feux de la rampe les témoignages de madame Abra Taleassi qui a obtenu successivement les quatre cycles du crédit Accès des Pauvres aux Services Financiers (APSEF) du Fonds National de la Finance Inclusive. Notre interlocutrice a su donc fructifier son crédit en vendant des céréales non loin de sa maison, une activité qui aujourd'hui lui procure des revenus et lui permet de renforcer chaque jour davantage son autonomie. Reportage...

Abra Toleassi vit à Atakpamé depuis de nombreuses années en compagnie de son époux et de ses deux enfants. Le quotidien de cette quarantenaire a toujours été d'exercer de petites activités, histoire de pouvoir joindre les deux bouts. Elle s'emploiera depuis lors à réaliser de petites activités jusqu'au jour où elle décida de passer à échelle. C'est ainsi qu'elle se rapproche du Fonds National de la Finance Inclusive, notamment via une de ses nombreuses Institutions de Microfinance partenaire dans la région des plateaux. " A partir du moment où j'ai commencé à éprouver le besoin de me mettre

en place en exerçant une activité digne de ce nom, je savais que je devais absolument me tourner vers le FNFI car j'avais déjà entendu parler de cet instrument financier qui accorde des crédits aux populations vulnérables sans taux d'intérêts. C'est donc à l'issue d'une séance d'information qu'a organisé les agents de crédits que je me suis rendu compte que j'étais le plus éligible au crédit APSEF et j'ai tout de suite commencé à me mettre en ordre de bataille pour pouvoir bénéficier de ce crédit.

J'ai après tout le processus obtenu progressivement les 4 cycles du crédit APSEF. Ces différents

crédits m'ont permis comme vous le constater de commercialiser actuellement des céréales, notamment le maïs, le

vu les clients que j'ai en moyenne par jour et les recettes que je dégage." Aujourd'hui, notre interlocutrice est très

besoin de tendre la main vers autrui pour avoir de quoi survivre, il est temps à chacun de prendre son destin en mains surtout que beaucoup d'initiatives nationales en donne l'opportunité.

" J'estime pour ma part qu'il existe assez d'opportunités que nous devons saisir pour nous autosuffire. Personnellement, j'ai choisi de m'inclure dans le paysage financier à travers le FNFI car j'estime que c'est un puissant instrument de lutte contre la pauvreté. Come vous le voyez, actuellement, j'ai de quoi meubler mes journées. Et en fin de journée, j'ai non seulement des petits revenus mais je rentre avec le sentiment d'avoir moi aussi rendu service à ma communauté et je contribue à ma façon au développement de mon milieu. Chacun doit faire sa part dans l'édification d'un Togo plus fort et plus prospère".



Abra Toleassi

haricot ainsi que les noix de palme. J'avoue que c'est une activité assez rentable,

heureuse du chemin parcouru en si peu de temps, pour elle plus

Ceci est un programme du ministère chargé de l'inclusion financière et de l'organisation du secteur informel



Récépissé N° 0522/31/03/15/HAAC
Edité par DIRECT MEDIA RCCM
N° TG_LOM 2015 B 1045
BP : 30117 Lomé - Togo
Tél : (+228) 97 87 12 42
Facebook: togomatin
E-mail : atogomatin@gmail.com
Site web: www.togomatin.tg
Tw: @togomatin1
Cacavéli: 04, Rue Satelit, 3e Mson avant Groupe Cafper

Directeur de publication :
Motchosso Kodlakina
Secrétaire de rédaction :
Rachidou Zakari
Responsable web :
Carlos Amevor
Comité de rédaction :
Françoise Dasilva

Alexandre Wémima
Edem Dadzie
Attipoe Edem Kodjo
Edy Alley
Responsable administrative, financière
et commerciale:
AMAH Essognim

Graphiste:
Eros Dagoudi
Imprimerie: Direct Print
Distribution : TogoMatin
Tirage : (2000 exemplaires)

Agression du député sénégalais Sagna à Lomé

Soutien des autorités togolaises à une enquête judiciaire

Le dimanche 29 septembre 2024 en fin d'après-midi, des informations circulant sur les réseaux sociaux et à travers les médias, indiquaient que le député sénégalais Guy-Marius Sagna, membre du Parlement de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (Cédéao) et ses alliés politiques togolais ont subi des violences. Les faits se sont produits au siège de la Convention démocratique des peuples africains (CDPA) à Hanoukopé dans la capitale togolaise.



Guy-Marius Sagna (assis)

Guy-Marius Sagna et ses amis avaient annoncé une rencontre citoyenne à l'endroit des Togolais. Dans un communiqué publié le lundi 30 septembre 2024, le directeur général de la police nationale (DGPN), le lieutenant-colonel Yaovi Okpaoul, affirme que son institution a été alertée bien après la survenance de faits.

Par ailleurs, la police nationale dit travailler étroitement avec les autorités judiciaires dans le cadre d'une

procédure judiciaire qui a été immédiatement diligentée pour faire toute la lumière sur les actes qui se sont produits, notamment en élucidant leurs circonstances et en identifiant leurs auteurs afin qu'ils répondent de leurs actes.

Selon le DGPN, Guy-Marius Sagna est à Lomé dans le cadre de la troisième session extraordinaire du Parlement de la Cédéao. À ce titre, toutes les dispositions ont été prises

pour assurer le bon accueil et la sécurité de tous les participants ainsi que le bon déroulement des travaux.

« Il convient toutefois de noter que, alors que des informations circulaient sur les réseaux sociaux, faisant état de ce que l'honorable Guy-Marius Sagna devait animer une manifestation publique organisée dans des conditions irrégulières, l'intéressé a été dûment informé des risques que comportaient ces activités

projetées en marge des travaux du Parlement de la Cédéao en violation des lois en vigueur au Togo », écrit le DGPN.

« En dehors de la manifestation formellement interdite dans les enceintes d'une église de la place, les autorités compétentes n'ont été ni informés, ni saisies d'aucune autre activité à laquelle devrait prendre part l'honorable Guy-Marius Sagna, ce qui aurait permis de prendre des mesures de sécurité et de protection appropriées. Dans ces conditions, aucune mesure de sécurité particulière n'a été prise ou déployée pour encadrer une rencontre au siège de la CDPA, en dehors des patrouilles et des rondes de routine dans la zone », informe le DGPN.

« Dès lors, la police nationale déplore les incidents malheureux et inadmissibles qui se sont produits dans les locaux de la CDPA à l'occasion d'une réunion dont la sécurité incombait de fait aux organisateurs exclusivement, ceux-ci n'ayant pas jugé utile de saisir les autorités compétentes pour bénéficier d'éventuelles mesures de sécurité, ni alerté promptement celles-ci lorsque des intrusions et

des débordements auraient été constatés », déplore le lieutenant-colonel Yaovi Okpaoul.

Le gouvernement togolais, par la voix de sa porte-parole, la ministre de la Communication, des Médias, et de la Culture, Yawa Kouigan, a réagi sur la Radio France internationale (RFI). « Je pense qu'on devrait moins pointer un doigt accusateur sur le Togo et ses autorités, car la liberté de réunion et d'expression n'est pas en question. Je voudrais dire que la violence n'a pas sa place dans la vie politique ni ailleurs. Je souhaite un prompt rétablissement aux blessés et forme ardemment le vœu que notre pays, le Togo, continue de jouir de la paix et de la quiétude, tant pour les Togolais que pour toute personne qui foule le sol togolais », a-t-elle déclaré.

« Le Togo est un pays de paix et de quiétude, mais les circonstances déplorables dont nous parlons ne doivent pas nous amener à porter des accusations gratuites, mais plutôt à donner à la justice togolaise tous les moyens de diligenter une enquête en bonne et due forme », a ajouté Yawa Kouigan.

TM

Bureau du citoyen

Les Togolais peuvent contrôler l'action publique locale

Conformément à la loi en vigueur au Togo, les bureaux du citoyen vont bientôt commencer à fonctionner au niveau des collectivités territoriales. Mais qu'est-ce que le bureau du citoyen et quelles sont ses prérogatives ?

« Il est créé un bureau du citoyen. Les citoyens ont le droit de saisir les élus locaux sur les questions et sujets qui les concernent. Cette saisine est faite par l'intermédiaire du bureau du citoyen. Le bureau du citoyen est une institution locale de contrôle de l'action publique locale par les citoyens. Il est un centre d'écoute et de recueil des attentes, préoccupations et suggestions des citoyens de la collectivité territoriale. Les modalités d'organisation et de

fonctionnement du bureau du citoyen sont précisées par arrêté du ministre chargé de la Décentralisation », précise l'article 17 de la loi sur la décentralisation et les libertés locales.

Le bureau du citoyen vise à rapprocher les citoyens de la mairie, les faisant ainsi participer au développement communal. Une fois en place, l'entité sera dirigée par un coordonnateur issu de la société civile, et ayant une connaissance de la commune concernée. L'ambition finale est de promouvoir une gouvernance locale transparente et inclusive. Il y a quelques jours, (du



25 au 27 septembre 2024), une série de rencontres techniques d'information et d'appui ont été initiées par l'exécutif sur toute l'étendue du territoire, afin d'outiller

les acteurs municipaux sur le sujet, et baliser la voie aux processus d'installation. Pour rappel, depuis quelques années, des bureaux du citoyen ont

été installés dans plusieurs communes pilotes (Kozah, Tône, Ogou, Kloto, Zio, Tchaoudjo) à travers le Togo.

Edem Dadzie

Sénégal/Législatives

Macky Sall et Ousmane Sonko tête de leur liste : un second tour de la présidentielle ?

Entre Ousmane Sonko et Macky Sall, l'heure de la revanche semble avoir sonné. Le duel entre les deux figures majeures de la vie politique sénégalaise, déjà joué lors de la présidentielle de 2019 et remporté par l'ancien président Sall, va donner lieu à un nouvel affrontement, cette fois lors des législatives anticipées du 17 novembre.

Macky Sall, ancien président du Sénégal, a été investi tête de liste nationale de la coalition Takku Wallu Sénégal. Cette alliance regroupe l'APR (Alliance pour la République) et le PDS (Parti démocratique sénégalais) d'Abdoulaye Wade. Karim Wade, fils de l'ancien président, occupe la troisième position sur la liste. Le retour de Macky Sall sur la scène politique est perçu comme un

événement significatif, après son départ du pouvoir en avril.

Ousmane Sonko, actuel premier ministre et leader du Pastef (Patriotes africains du Sénégal pour le travail, l'éthique et la fraternité), a été désigné tête de liste nationale de son parti. Le Pastef, se définissant comme un mouvement souverainiste de gauche, vise à obtenir une majorité à l'Assemblée



Ousmane Sonko

Macky Sall

nationale, dissoute le 12 septembre par le président Bassirou Diomaye Faye. Le Pastef a choisi de ne pas former d'alliances pour

ces législatives, préférant miser sur le soutien de la coalition présidentielle Diomaye Président. Cette stratégie vise à renforcer

l'unité au sein du parti et à éviter les cas de transhumance politique.

Le duel entre Macky Sall et Ousmane Sonko est un duel entre deux visions du Sénégal. Sall, qui a été critiqué pour sa répression des manifestations antigouvernementales, cherche à consolider son pouvoir et à limiter l'influence de Sonko. Sonko, quant à lui, cherche à transformer les législatives en un second tour de la présidentielle et à obtenir une majorité à l'Assemblée nationale.

T.M.

RDC/Politique

Révision de la Constitution : le parti du président Tshisekedi relance la proposition

Le parti présidentiel, l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS), a relancé le débat autour de la révision de la Constitution en République démocratique du Congo (RDC). Lors d'un rassemblement populaire ce week-end, Augustin Kabuya, secrétaire général de l'UDPS, a plaidé pour une révision de la Loi fondamentale, estimant qu'elle présente plusieurs lacunes.

mener à bien les projets présidentiels.

En outre, Kabuya critique l'origine de la Constitution, affirmant qu'elle aurait été « élaborée par des étrangers ». Cet argument sert à justifier son appel à une révision, suggérant que la Constitution actuelle ne

souligne que cela pourrait constituer une violation de l'article 220, qui protège certaines dispositions immuables, telles que la limitation des mandats présidentiels.

Face à cette agitation, le président Félix Tshisekedi a, en août dernier, nié toute intention de modifier la Constitution pour prolonger son mandat présidentiel. Il a affirmé : « Je n'ai jamais dit que je changerai la Constitution pour allonger la durée de mon mandat. Ce sont des dispositions immuables, et il faut consulter le peuple avant d'envisager toute modification. » Cette déclaration vise à rassurer tant la population que la communauté internationale sur l'engagement du président à respecter la Constitution.

La proposition de révision constitutionnelle relance un débat sensible en RDC, où la mémoire des modifications constitutionnelles passées reste vive. Ce sujet divise profondément ceux qui estiment nécessaire de réformer une Constitution qu'ils jugent inadaptée, et ceux qui craignent que cela n'ouvre la porte à des abus de pouvoir et à une instabilité politique accrue.

T.M.



Le pdt Tshisekedi

Selon Augustin Kabuya, la Constitution actuelle présente plusieurs lacunes. Il argue que le mandat présidentiel de cinq ans n'est pas pleinement effectif, car une partie de cette période est consacrée aux négociations pour la formation du gouvernement. Selon Kabuya, cela réduit le mandat effectif à environ trois ans, une situation qu'il juge insatisfaisante pour

reflète pas suffisamment les réalités et aspirations du peuple congolais.

Les déclarations de Kabuya ont rapidement été dénoncées par plusieurs organisations de la société civile et des opposants politiques. L'ONG Justicia ASBL a notamment accusé Kabuya de semer la confusion entre révision et changement de la Constitution. L'organisation

Côte d'Ivoire/Présidentielle

Présidentielle 2025: Alassane Ouattara donne des consignes aux militants RHDP

Le président ivoirien Alassane Ouattara a appelé mardi 1 octobre 2024 les cadres du Rassemblement des houphouëtistes pour la démocratie et pour la paix (RHDP) à une mobilisation de terrain intense. À quelques jours de l'ouverture de la révision des listes électorales, le chef de l'État a insisté sur l'importance d'une présence active du parti sur le terrain pour préparer la présidentielle de 2025.

Cette rencontre, au-delà des aspects protocolaires, a servi à présenter les 47 coordonnateurs régionaux nommés en mai dernier. Ces nouveaux responsables, selon Ouattara, incarnent une décentralisation du parti et doivent être à l'écoute des préoccupations des populations. Le message est clair : le RHDP doit aller au contact des Ivoiriens.

Kobénan Kouassi Adjoumani, porte-parole du parti, a précisé les ambitions du RHDP : « 1,141 million de militants sont déjà enregistrés dans notre base de données. Notre objectif est d'inscrire 1,2 million de primo-votants sur les listes électorales. » Une ambition qui ne sera pas sans défis. Le parti devra notamment renouer le dialogue avec certains militants qui ont défié la ligne officielle lors des dernières élections locales en se présentant en candidats indépendants.

« Le président nous a demandé de tendre la main et de travailler à la réconciliation », a souligné M. Adjoumani. Au-delà de la mobilisation électorale, le RHDP prépare également un Congrès dont la date reste à déterminer. En somme, la machine du parti présidentiel est en marche, mais le chemin jusqu'à 2025 s'annonce exigeant.

Pour rappel, les révisions des listes électorales ont été fixées la semaine dernière en Conseil des ministres. Ce sera du 19 octobre au 10 novembre prochain. La Commission électorale indépendante (CEI) a donc 23 jours pour faire un premier recensement du corps électoral ivoirien. Un délai que plusieurs politologues estiment insuffisant pour inscrire tous les nouveaux électeurs potentiels, même si les opérations d'enrôlement ont toujours été prorogées par le passé.

T.M.

Agence de notation Moody's

La perspective économique de notation du Togo passe de "négative" à "stable"

Les perspectives économiques du Togo prennent des couleurs et s'améliorent au fil des réformes initiées par le gouvernement. Après celles de Standard & Poor's (S&P) sur le Togo, c'est l'agence de notation Moody's qui monte au créneau à son tour. Elle a confirmé le regain de confiance de l'économie nationale en relevant de "négative" à "stable" la perspective du pays.

En revoyant les perspectives du Togo de "négative" à "stable", l'agence américaine motive sa décision par l'amélioration de la gestion budgétaire du Togo. Cette amélioration se traduit par une réduction du déficit public, passé de 8,3 % du PIB en 2022 à 6,7 % cette année. De plus, les craintes de dérapages budgétaires qui avaient conduit à des perspectives négatives se sont effritées entraînant ainsi un changement dans l'analyse des données. Selon l'agence, « le gouvernement togolais a su tracer une trajectoire

claire vers une réduction progressive du déficit, en collaboration avec le Fonds monétaire international (FMI), avec pour objectif de placer la dette publique sur une pente descendante à partir de 2025 ». En outre, il faut souligner la bonne réputation dont bénéficie le Togo, aussi bien auprès de ses partenaires comme le FMI, la Banque mondiale, que sur le marché financier régional, où le pays a vu ses émissions enregistrer un écho favorable.

L'agence de notation Moody's évoque les apports de l'accord

de Facilité élargie de crédit (FEC) entre le Togo et le FMI. Approuvé en mars 2024, cet accord a permis de renforcer l'efficacité de la politique



Agence américaine de notation, Moody's budgétaire du gouvernement qui a été un facteur décisif. « Nous considérons que l'accord de Facilité élargie de crédit (FEC) avec le FMI, approuvé

en mars 2024, constituera un ancrage efficace à l'efficacité de la politique budgétaire du gouvernement, réduisant ainsi les risques de détérioration soudaine à l'avenir », a-t-elle indiqué. Pour le gouvernement togolais, il s'agit de maintenir la dynamique des réformes, et d'améliorer les perspectives optimistes des deux agences américaines.

« Nos prévisions intègrent quelques gains de recettes, bien qu'à un rythme plus lent que prévu par les autorités, et une réduction plus progressive des dépenses dans un contexte de fortes pressions sur les dépenses de sécurité en raison de la situation sécuritaire difficile dans le nord du pays, à la frontière avec le Burkina Faso », estime

l'agence américaine. Dans le même élan que S&P, Moody's souligne la solidité de la structure de la dette au Togo. Cette dernière constituée des emprunts intérieurs et des dettes extérieures, permet de réduire les risques budgétaires et de liquidité.

Alors que les autorités togolaises ont pris l'engagement de réduire le déficit budgétaire à 3 % du PIB d'ici 2025, conformément aux critères de convergence de l'Uemoa, Moody's prévoit une diminution graduelle du déficit budgétaire, à 5,2% du PIB (à l'exception des opérations exceptionnelles de recapitalisation de deux banques nationales) en 2024 et à 4,1 % en 2025.

Edy Alley

Economie maritime

Dématérialisation des documents de commerce international au Port de Lomé

La dynamique de digitalisation des services au Port autonome de Lomé est entrée dans une nouvelle phase. Depuis le 25 septembre dernier, une plateforme numérique dédiée à la délivrance des documents de commerce internationale est opérationnelle. Dans une note, l'administration portuaire informe les acteurs économiques de la numérisation de ces services.

Cette plateforme donne désormais la possibilité aux utilisateurs de réaliser tout le processus en ligne, notamment l'enlèvement et le suivi des produits. Précisément, elle permet aux parties prenantes dans les démarches de gestion des escales de navires, de traitement en ligne des documents, de délivrance d'attestations, de licences, d'agréments et d'autorisations nécessaires pour l'enlèvement des marchandises, de pouvoir faire leur demande en accédant à la plateforme

numérique. Selon la direction générale du Port autonome de Lomé, cette innovation vise à accélérer les procédures et renforcer la transparence des opérations. L'autre mérite de cette dématérialisation est de contribuer à améliorer les performances et la compétitivité du Port de Lomé parmi les Ports du continent. De plus, notons qu'un « centre d'Appui à la clientèle est installé dans le port (à l'étage de l'immeuble dit R+1) pour les acteurs non encore équipés de matériels adéquats pour réaliser de pareilles opérations

», souligne le contre-amiral Fogan Kodjo Adégnon dans sa note d'information.

Fermement engagé dans l'amélioration de sa compétitivité, le Port autonome de Lomé veut également s'inspirer du modèle du Port de Klang (PKA) de la Malaisie. C'est dans ce sillage que le Port de Lomé a participé au cours de la semaine écoulée, à la rencontre de l'Association de gestion des ports de l'Afrique de l'Ouest et du Centre (AGPAOC). Cette rencontre a réuni les délégués de 16 ports du continent. 13ème mondial sur plus de 400 Ports, le Port de Klang (PKA) de la Malaisie a partagé son expérience avec

les ports d'Afrique. Miser sur l'interconnexion en mettant en place une plateforme logistique intégrée, optimiser les coûts logistiques et innover par des stratégies commerciales proactives, sont des actions à mener afin de relever les défis du commerce international. L'autonomisation, la numérisation des opérations portuaires et l'adoption des technologies vertes sont essentielles pour l'évolution du secteur. Il est donc essentiel de favoriser une approche durable des ports afin de répondre aux exigences de performance, de sécurité et d'écologie, selon les participants à cette rencontre. Seul port en eau profonde

de la côte ouest africaine, le Port autonome de Lomé est parmi les 100 meilleurs ports à conteneur du monde et est le 5ème port d'Afrique selon le classement Lloydslist 2024. Depuis 2020, le Port de Lomé a digitalisé plusieurs de ses formalités clés lui permettant d'améliorer ses statistiques en termes de manutention et de transbordement. En digitalisant désormais, la délivrance des documents de commerce internationale et en tenant compte des autres initiatives prises par les autorités portuaires pour maintenir l'élan de la compétitivité, le Port de Lomé se positionne comme un Port tourné vers l'avenir.

E. Alley

Enquête de satisfaction client 2024

Les consommateurs satisfaits des opérateurs, mais dénoncent des tarifs toujours élevés

15 000 consommateurs se sont prêtés à l'enquête de satisfaction client initiée par l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (Arcep) du Togo en 2024. Aux termes de cette enquête, les consommateurs sont globalement plus satisfaits des opérateurs par rapport à 2023. Néanmoins, ils dénoncent des tarifs toujours élevés.

Réalisée du 3 au 23 juin 2024 à travers ces divers canaux, cette enquête de satisfaction client est la 3ème du genre effectuée auprès des consommateurs des services de communications électroniques et des postes du Togo. Elle prend en compte 4 déclinaisons sur lesquelles les consommateurs se sont prononcés. Il s'agit des clients des opérateurs mobiles, des clients des fournisseurs d'accès Internet fixe (FAI), des clients des opérateurs postaux, et enfin, les consommateurs et clients de l'Arcep. Bien que globalement satisfaits des services fournis par les opérateurs par rapport à juin 2023, les consommateurs

restent dans l'expectative d'une diminution des tarifs.

En ce qui concerne les clients des opérateurs mobiles, le taux de satisfaction globale s'est amélioré de 7 points, passant de 44% en 2023 à 51% en 2024. Précisément, le niveau de satisfaction des abonnés de Moov Africa Togo (MAT) est de 58% et de 47% pour ceux de Togo Cellulaire (TGC). Cependant, les tarifs sont jugés élevés pour 79% des clients de Togo Cellulaire et 65% de ceux de Moov Africa Togo.

S'agissant des clients des fournisseurs d'accès Internet fixe (FAI), le taux de satisfaction globale s'est aussi amélioré, passant de 46% en 2023 à

53% en 2024. Le niveau de satisfaction des abonnés de GVA Togo (CanalBox) est de 61% et de 50% pour ceux de Togo Telecom. Néanmoins, 71% des consommateurs ayant participé à l'enquête jugent les tarifs élevés, 73% pour Togo Telecom, 71% pour GVA Togo, 63% pour Café Informatique et 64% pour Téoilis SA.

Quant aux clients des opérateurs postaux, le taux de satisfaction globale est de 64% et n'a pas varié par rapport à 2023. Sur les tarifs, 60% des clients des opérateurs postaux jugent qu'ils sont élevés, 59% pour la Société des postes du Togo, 62% pour DHL, 58% pour Fedex, 81% pour UPS, 80% pour Top Chrono, 61% pour Africa Global Logistics et 59% pour les compagnies de transport.

Enfin, les consommateurs et

les clients de l'Arcep ont été également invités à exprimer leur niveau de satisfaction sur ses prestations. 61% (contre 64% en 2023) des personnes ayant participé à l'enquête apprécient globalement les actions de l'Arcep visant l'amélioration de la couverture et de la qualité de service, la baisse des tarifs et la défense des intérêts des consommateurs.

Par ailleurs, à l'issue des résultats de l'enquête de 2024, l'Arcep note qu'en dehors des tarifs jugés élevés pour tous les services de télécommunications mobiles et fixes, les principaux motifs d'insatisfaction relevés par les consommateurs concernent : l'indisponibilité de service, l'absence de couverture dans certaines localités, la réception intempestive de SMS de masse

à caractère publicitaire, le sentiment d'épuisement anormal des forfaits de la data mobile, les arnaques à travers le service mobile, la vente à la sauvette des cartes SIM sans identification et les nouveaux frais appliqués au service Tmoney.

L'Arcep rappelle à l'ensemble des opérateurs sur les marchés des communications électroniques et des postes que les consommateurs doivent demeurer au cœur de leurs prestations et les invite à prendre en considération les points d'insatisfaction relevés et à œuvrer pour améliorer l'expérience client. L'Arcep a exprimé sa reconnaissance aux consommateurs pour leur participation à ladite enquête.

E. A.

Togo

Richesses naturelles au profit de l'énergie

« **L'environnement est doté d'une richesse naturelle profitable à tout pays. Le Togo s'attelle à capitaliser ses richesses naturelles dans le domaine des énergies. Pour optimiser ces acquis, la protection de l'environnement est l'une des clefs.** »

Les centrales solaires photovoltaïques aident le Togo à marquer des pas vers l'émergence. Conformément à sa Feuille de route gouvernementale et le septième Objectif de développement durable (ODD), le pays garantit l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes, à un coût abordable. Les autorités mettent en marche des plans stratégiques pour accroître d'ici à 2030 la part de l'énergie renouvelable dans le bouquet énergétique national.

Pour la même période, le pays est très actif dans le développement des infrastructures et l'amélioration de la technologie afin d'approvisionner en services énergétiques modernes et durables tous les habitants, surtout dans les zones reculées.

Énergie verte : des centrales et mini centrales



Énergie verte

Une centrale solaire photovoltaïque est une installation qui utilise des panneaux solaires

photovoltaïques pour convertir l'énergie du soleil en électricité. Elle lutte contre le changement climatique, favorise des modes de vie modernes, transforme les économies... La mini-centrale solaire à Assoukoko a été inaugurée en novembre 2017. C'est une réalisation rendue possible grâce au Programme régional de développement des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique (Prodere) financé par l'Uemoa.

L'infrastructure raccorde facilement les ménages grâce à son puissant réseau. Les autorités renseignent que de 2017 à juin 2022, la centrale d'Assoukoko a raccordé plus de 500 foyers et fourni de l'éclairage public sur un réseau de près de 10 kilomètres.

C'est dans la préfecture de l'Ogou, à 200 kilomètres au nord-est de Lomé. Dotée d'une puissance de 150

comprend un réseau de distribution basse tension de 5 kilomètres. Puis, il y a la centrale photovoltaïque baptisée Cheikh Mohammed Bin Zayed à Blitta, du nom du prince héritier d'Abu Dhabi. Grâce à un nouvel accord signé le 2 décembre avec Anea Power, sa capacité va être portée à 100 MW contre 50 MW au départ. Elle

sans ambiguïté : accès universel d'ici 2030. Bien engagé dans la vision de développement durable, c'est vers les sources dites propres (sources durables) que se tourne l'exécutif pour matérialiser cette ambition. L'une des ambitions clés à cet effet est de faire passer la part du renouvelable dans le mix énergétique

Togo comprennent des centrales hydroélectriques dans les localités de Titira et de Tététou qui fourniront respectivement 24 MW et 64 MW de courant électrique.

Le développement de l'hydroélectricité, c'est aussi la réhabilitation du barrage de Nangbéto (région des Plateaux)



Type d'énergies renouvelables

est considérée comme la plus grande centrale de la sous-région ouest-africaine. Entre-temps, lorsque sa capacité a été montée à 70 MW, on estimait que la centrale de Blitta devrait couvrir 222 000 foyers contre les 158 333 initialement prévus avec les 50 MW. Avec 100 MW, il est certain que la cible évoluera.

du pays de 30 % en 2022 à 50 % en 2025. L'énergie solaire et l'hydroélectricité sont les deux principaux leviers du gouvernement pour remplir cet objectif. Si pour le premier (électricité solaire), des initiatives se multiplient, à l'image de la centrale solaire de Blitta (objectif de production de 100 MW) et celle de Dapaong (objectif de production de 30 MWc), l'État n'est pas moins enthousiaste face à l'hydroélectricité.

Le pays veut se doter d'un barrage polyvalent pour la production d'électricité au nord du pays. D'un coût prévisionnel d'un peu plus de 78 milliards de francs, la centrale produira 24 MW de courant ; de quoi alimenter 400 000 personnes dans la région de la Kara. Le barrage donnera lieu à la fourniture d'eau potable aux populations locales et favorisera l'irrigation de terres agricoles. L'initiative s'inscrit dans le cadre plus large du Green Power Togo. D'autres projets prévus dans le cadre du Green Power

pour un coût global de 13 milliards de francs CFA. L'ouvrage qui fournit au moins 65 MW aux pays voisins du Togo et du Bénin, est appelé à contribuer à cette quête de la production d'énergie propre par le gouvernement togolais. Par ailleurs, la Feuille de route gouvernementale Togo 2025 fait la part belle à l'énergie. En vue de moderniser le pays et renforcer ses structures, elle a prévu l'augmentation de la capacité de production, de transport et de distribution d'électricité dans le pays. L'un des objectifs intermédiaires de cette ambition est de faire passer le taux d'accès à l'électricité à 75 % en 2025, un défi qui est en passe d'être relevé, avec un taux d'électrification évalué à près de 60 % en 2021.

Gedec Togo : révolutionner la salubrité urbaine

Lancé en juin 2023, le projet Gestion des déchets et décentralisation (Gedec

Énergie propre : par de l'hydroélectricité

L'objectif du Togo vis-à-vis de l'électricité est



Opération de salubrité

Togo) s'inscrit dans une vision audacieuse de transformation urbaine. Il est financé par l'Union européenne à environ 3 milliards de francs CFA sur une durée de 36 mois. Son objectif principal est de renforcer les capacités des collectivités territoriales en matière de gestion des déchets, avec un impact direct sur la salubrité urbaine. Le projet Gedec est dans la continuité des initiatives de l'Union européenne (UE) entamées en 2015, notamment à travers le Projet eau et assainissement au Togo (Peat 1 et 2). Avec ce financement de 4,2 millions d'euros, ce nouveau projet qui s'étend sur trois ans vise à mettre en œuvre une filière de gestion durable des déchets dans cinq communes bénéficiaires des chefs-lieux de régions.

Les cibles sont les communes concernées par le Gedec Togo: Zio 1 (Tsévié), Ogou 1 (Atakpamé), Tchaoudjo 1 (Sokodé), Kozah 1 (Kara) et Tône 1 (Dapaong). L'accent est mis sur l'amélioration

de la salubrité urbaine, un élément essentiel pour la santé, le bien-être et la qualité de vie des citoyens. En collaborant étroitement avec les autorités locales, le projet s'engage à mettre en place des mesures concrètes pour améliorer la propreté et l'hygiène.

En décembre 2023, une réunion du Comité technique a eu lieu à Lomé, marquant une étape clé dans la mise en œuvre du projet. Les membres dudit Comité ont été réunis pour la première fois, avec un double objectif. D'une part, organiser leur contribution globale aux travaux du projet Gedec, et d'autre part, présenter une synthèse des avancées du projet pour recueillir les orientations du Comité. Le projet, avec son ambition de gestion durable des déchets, va être un pilier essentiel pour le futur urbain du Togo.

La collaboration entre les parties prenantes, les orientations claires du Comité technique et les objectifs concrets du projet façonnent un

avenir où la salubrité urbaine et la gestion des déchets seront au cœur du développement durable.



Opération de salubrité

Opération salubrité PAPV
De grandes manœuvres sont faites au Togo pour avoir un environnement sain. Un mouvement national appelé « opération de salubrité » permet au pays d'être actif dans la lutte pour la salubrité. Des campagnes de sensibilisation, des actions collectives de nettoyage, tout le monde

se mobilise pour un cadre de vie propre et durable. L'opération de salubrité est financée par le Programme d'appui aux populations vulnérables (PAPV) dans le but de rendre les villes du Togo propres. En octobre 2020, les autorités indiquaient que dans le Grand Lomé, l'initiative touche chaque troisième samedi du mois, plus de 9 000 personnes dans 256 quartiers des 13 communes des préfectures d'Agoè Nyivé et Golfe. L'opération de salubrité a été suspendue avec l'apparition de la maladie à coronavirus qui a engendré une rupture des contacts humains et le rassemblement de personnes. Avant

opération. L'opération de salubrité, encore appelée Samedi propre, relève du Programme de développement communautaire en zones urbaines (PDC-Zu) qui est piloté par l'Agence nationale d'appui au développement à la base (Anadeb).

Depuis le lancement de Samedi propre jusqu'à 2021, il y a eu 82 opérations. Le nombre de dépotoirs enlevés est de 2 268 dont 162 dépotoirs en 2021 uniquement. La distance de rues entretenues est de 2 735 km et le nombre de places publiques entretenues est de 2 315. L'Anadeb indique que 2 086 km de distance de caniveaux

la Covid-19, plusieurs milliers de Togolais participaient à l'action. À l'échelle nationale, depuis la reprise de l'opération après la crise sanitaire, plus de 22 000 personnes y prennent part. Seulement en 2019, 747 quartiers ont été assainis dans 39 villes du Togo avec plus de 21 500 personnes mobilisées à chaque

ont été curés. Aussi, 2 654 sensibilisations sur les bonnes pratiques ont été faites. Le nombre de berges de rivières aménagées sur la durée est de 249. En réalité, 21 669 personnes ont été mobilisées autour des activités en 2021, dont 13 590 femmes.

Attipoe Edem Kodjo

PIA
PLATEFORME INDUSTRIELLE D'ATTRACTIVITÉ
— TOGO —

Une zone industrielle de pointe, au service de l'industrialisation togolaise

FRENCH CERT ISO CERTIFIED

www.pia-togo.com

Annnonce



M Georges Kwawu AIDAM

Ancien Ministre, Conseiller régional élu

Décédé le 09 Septembre 2024 dans sa 79^{ème} année

La Famille AIDAM du Ghana et du Togo,
M Atsu AÏDAM, son frère, cousins cousines, leurs époux, épouses et leurs enfants

M Cornelius AÏDAM, ancien ministre, ses frères, sœurs, cousins, cousines, leurs époux, épouses et leurs enfants

La famille AMAGBEGNON du TOGO

Veuve Akouavi Célestine AMAGBEGNON Epouse AÏDAM

M Kwassi Raymond AÏDAM, ses frères, cousins, cousines, leurs époux, épouses et leurs enfants

Ont la profonde douleur d'annoncer le décès de leur frère, époux et père :

**M Georges Kwawu AIDAM, ancien Ministre, Conseiller régional élu
Décédé le 09 Septembre 2024 dans sa 79^{ème} année**

Les Obsèques se dérouleront comme suit :

Vendredi 4 Octobre 2024

19H30 : Messe Veillée en la Paroisse Notre Dame de la Rédemption de Bè-Klikamé

Samedi 05 Octobre 2024

08H30 : Messe d'enterrement et d'action de grâce en la Paroisse Notre Dame de la Rédemption de Bè-Klikamé.

L'inhumation se fera dans la plus stricte intimité familiale

Dimanche 27 Octobre 2024

Messe d'hommage à l'illustre disparu à la Cathédrale d'ATAKPAME.

Les salutations seront reçues à l'Eglise à la fin de la veillée et de la messe d'action de grâce.

Maison Mortuaire : Maison AÏDAM à Agbalépédo

Quelques ambassades et consulats

- Ambassade des Etats-Unis; Tél: 22 61 54 70
- Ambassade d'Allemagne; Tél: 22 23 32 32
- Ambassade de France; Tél: 22 23 46 40
- Ghana Embassy; Tél: 22 21 31 94
- Ambassade d'Egypte; Tél: 22 21 24 43
- Ambassade du Niger; Tél: 22 21 60 25
- Ambassade de Chine; Tél: 22 22 38 56
- Union Européenne; Tél: 22 53 60 00
- Consulat de Belgique; Tél: 22 21 03 23
- Consulat de France; Tél: 22 23 46 40
- Consulat de Suisse; Tél: 22 20 50 60
- Consulat de Canada; Tél: 22 51 87 30
- Ambassade du Nigéria; Tél: 22 21 60 25
- Ambassade du Gabon; Tél: 22 26 75 63
- Ambassade du Brésil; Tél: 22 61 56 58
- Consulat de Sénégal; Tél: 22 22 98 35
- Consulat du Burkina Faso; Tél: 22 26 66 00
- Consulat du Niger; Tél: 22 22 43 31
- Consulat du Bénin; Tél: 22 20 98 80
- Ordre de Malte; Tél: 22 21 58 11
- RDC; Tél: 90 08 38 53

Les bons plans et les bonnes adresses à Lomé

BIBLIOTHEQUES

BIBLIOTHEQUE NATIONAL: Quartier Admi Tel: 22 21 04 10

CENTRE CULTUREL LOYOLA Quartier Agoè en face Camps FIR, Tel: 90 64 80 77

INSTITU FRANÇAIS DE LOME: Quartier Administratif; Tel: 22 23 46 60 / 22 23 46 65

LIBRAIRIE

GRAIN DE PENSEE: 30, bvd du 13 janvier Tel: 22 22 32 43

LIBRAIRIE BON PASTEUR: Quartier Assiganto Avenue Sylvanus Olympio Tel: 22 22 26 66

LIBRAIRIE BONNE SEMENCE: Quartier Avé Maria, Avenue du 30 Août

LIBRAIRIE STAR: Quartier Béniglato, rue du lac Togo Tel: 22 22 74 83

ESPACES CULTURELS

CENTRE BRIN DE CHOCOLAT: Quartier kodjoviakopé; Tel: 22 20 06 59 / 90 04 32 86

CENTRE CULTUREL: DENYIGBAN; Quartier St Joseph, rue Anima Tel: 22 41 98 16

CENTRE CULTUREL: LOYOLA; Quartier Agoè Tel: 90 64 80 77

CENTRE ODAYE: Quartier Hédranawoé Tel: 90 64 80 77

CENTRE ODAYE: Quartier Hédranawoé Tel: 22 42 12 07

MANNEQUINAT & HÔTESSE

ALLURE MODE AGENCE; Tel: 99 22 04 62

CHALLENGE AGENCE; Tel: 92 27 91 66

SALLE DE CINEMA

HARMONIE SIGNATURE: Résidence de la caisse Tel: 22 26 12 55

CANAL OLYMPIA: Tokoin Gbadago Tel: 98 34 83 52

CINEMA GREENFIELD: Quartier Tokoin hôpital Tel: 22 21 12 55

AGENCE DE COMMUNICATION

AG Partners: Sise à Cassablanca
www.couleurafrique.com

Larry Event Day (LED)

Une agence événementielle, Organisation d'événement privé et professionnel; Communication, Location d'espaces, Conseils, Wedding Planner et Décoration
Tél/ 22 21 87 80 / Cel: 98 77 40 54
Avenue François Mitterrand rue des Cocotiers

SUPERS MARCHES A LOME

CONCORDE: (Atikoumé; juste à côté de l'UTB)

RAMCO: (Qtier Assivito, Av de la Nouvelle Marche)

LE CHAMPION SUPER MARCHÉ: (Boulevard du 13 Janvier); Tél: 22 22 74 43

FRUITS ET LEGUMES

MARCHE ABATTOIR: (Juste en face du Super Marche Le Champion)

MARCHE DE GOYI SCORE: (Juste en face du Super Marché RAMCO)

PANIER BIO CENTRE MYTRO NUGNA: (Qtier Adidogomé, carrefour des Franciscains), Tél: 91 81 25 38

DANSE ET COURS DE ZUMBA

AFT: Quartier: Décon. Tél: 97 99 7919

COURS DE CAPOEIRA: Salle GYM TONIC.

Tél: 90 79 79 90

COURS DE ZUMBA: HOTEL RESIDENCE «LES ANGES»;

Qtier: Foréver; Tél: 90 17 03 30

COURS DE ZUMBA (VITAL CLUB, Nana BLAKIME);

Tél: 90 30 38 75

CIE CADAM (Danse traditionnelle africaine);

Tél: 90 15 39 87

SALSA (Club Salsa 7- Henry Motra); Tél: 91 70 61 86

AVIATION

AERO-CLUB DU GOLFE (Route de l'aéroport)

Tél: 22 40 04 99

COURRIER EXPRESS

DHL (Qtier Nyékonakpoè, 15 78; Bd du 13 Janvier, Galerie Tountouli) Tél: 22 21 68 51

EMS TOGO (Tél: 22 26 70 51)

FEDEX (276; Bd du 13 Janvier, immeuble FIATA; 1e étage)

Tél: 22 21 24 96

TOP CHRONO (Assiganto; Av Sylvanus Olympio) Tél: 22 21 73 68

SDV EXPRESS (Rue du commerce) Tél: 22 22 41 26

OPERATEURS TELEPHONIQUES

MOOV: Tél: 22 20 13 20

TOGO CELLULAIRE: Tél: 22 22 66 11

TOGO TELECOM: Tél: 22 21 47 14

SANTE GENERALISTES

DR CORINNE JOULIN-KARKA; Tél: 22 23 46 77

CLINIQUE BIASA; Tél: 22 21 11 37

CLINIQUE SAINT-RAPHAËL; Tél: 22 25 92 77

CHU TOKOIN; Tél: 22 21 25 01

CHU CAMPUS; Tél: 22 25 47 39 / 22 25 77 68

HORLOGE PARLANTE; Tél: 116

CLINIQUE UNIDIAL spécialisée en Hemodialyse / Tokoin habitat

Rue des filaos; Tel 23 36 01 00 / 90 39 45 72

OU MANGER ET DORMIR A LOME?

RESTAURANT LE TABLIER (Qtier Cacavéli, Bd de la Kara, 2è ruelle à droite après pharmacie Shalom venant de Bodjona)

Tél: (00228) 91 36 23 66 / 96 96 80 80

HOTEL RESIDENCE « LES ANGES » Qtier: Foréver; Tél: 90 17 03 30

HÔTEL BALKAN (Qtier Hédranawé); Tél: 22 61 30 63

LE MERLOT (Qtier Kassablanca) Tél: 93 05 11 11

MUSCULATION ET MASSAGE

Le NAUTILUS-FITNESS: HOTEL RESIDENCE « LES ANGES»

Tél: 22 26 34 71 / 90 17 03 30

BODYBUILDING-CLUB (Rue des hydrocarbures); Tél: 90 24 10 72

GYM CENTER (Qtier Nyékonakpoè, Avenue Joseph Strauss);

Tél: 90 04 76 60

GYM FIL «O» PARC (Agoè Nyivé); Tél: 22 35 18 28

GYM GHIS PALACE (Qtier Baguida); Tél: 22 71 49 70



HORAIRES D'OUVERTURE ET DE FERMETURE DES PARCS DE VEHICULES D'OCCASION

Lundi à vendredi :
07h30 à 17h30

Samedi :
08h00 à 16h00

Tchalé, les parcs
de voitures
d'occasion s'ouvrent
à quelle heure ?

De lundi à vendredi :
07h30 à 17h30
et les Samedis :
07h30 à 16h00

Action climatique

Les coûts élevés du capital et les crises de la dette paralysent les pays du Sud

Le 24 septembre 2024, en marge de la 79^{ème} Assemblée générale des Nations unies et du Sommet du futur, s'est tenu un forum pour l'investissement durable. C'était la semaine du climat de New York. Plusieurs leaders du monde entier y ont pris part. Les inégalités observées en matière de finance verte entre le Nord et le Sud constituent un défi à relever, si les dirigeants mondiaux sont vraiment sincères dans leur combat contre le changement climatique.

Selon les intervenants dont Simon Stiell, secrétaire exécutif de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC), la décarbonation est inévitable et constitue la plus grande transformation de l'économie mondiale du siècle actuel. Cela veut donc dire que l'action climatique est très judicieuse. L'on fait le constat que le combat pour atteindre cet idéal est difficile.

« Ce n'est pas facile du tout », admet Simon Stiell. Il y a plusieurs vents qui soufflent dans le sens opposé de la direction que les environnementalistes et autres acteurs impliqués dans la lutte contre le changement climatique voudraient que l'on prenne. L'on évoque notamment des paramètres politiques incohérents ou ambigus, des taux d'intérêt élevés, des défis en matière d'approvisionnement. « Je ne veux pas simplement venir ici pour ajouter une couche de complexité. Je veux que nous nous mettions au travail. Que nous nous concentrons sur les résultats et les solutions », a affirmé le secrétaire exécutif de la CCNUCC.

L'on devra œuvrer pour saisir les opportunités importantes dans le domaine de l'énergie propre et des infrastructures,

500 milliards de dollars. L'investissement dans le solaire est désormais supérieur à celui dans toutes les autres technologies de production d'électricité réunies. Les opportunités d'investissement ne se limitent pas au solaire et à l'éolien. Une série de choix climatiques s'offrent aujourd'hui aux pays et aux populations. L'on peut parler des matériaux de construction, des moyens de chauffage et de production du froid, la bioénergie, le renforcement des capacités de résilience face aux événements météorologiques extrêmes. Une transformation est nécessaire dans tous les secteurs, et cela signifie des opportunités dans tous ces secteurs. Malheureusement, à l'heure actuelle, la grande partie du financement destiné au secteur énergétique va à des projets dans les plus grandes économies. La tendance vers l'énergie propre progresse de manière inégale. D'un côté, il y a une forte demande d'énergies et beaucoup d'émissions de gaz à effet de serre à réduire ; de l'autre côté, il y a partout des opportunités gigantesques et inexploitées que la plupart des investisseurs ne saisissent toujours pas. « Si les pays en développement ne sont pas

capitalisés engrangent d'énormes bénéfices à mesure que la transition s'accélère et prend de l'ampleur.

Pendant ce temps, l'on assiste de plus en plus à une accélération dans certaines grandes économies en développement, sous l'impulsion en grande partie de leurs propres investissements. De nombreux autres pays en

compte de ce que la Covid-19 a fait aux chaînes d'approvisionnement, provoquant des coûts exponentiels pour les entreprises et de l'inflation pour les consommateurs, ainsi que du travail pour les banques centrales.

« Tout cela semblera bien peu de choses comparé à ce qu'infligera une crise climatique non maîtrisée, surtout si nous

des politiques climatiques beaucoup plus fortes de la part des gouvernements », explique-t-il. Des progrès importants sont nécessaires d'urgence, à la fois lors des négociations sur le climat qui se tiendront en 2024 à Bakou en Azerbaïdjan et par les ministres du G20 dont les pays sont actionnaires des grandes banques de développement.



Une manifestation durant la semaine du climat de New York

développement s'efforcent d'accélérer le rythme, mais sont paralysés par des coûts du capital très élevés, souvent fondés sur des perceptions dépassées ou mal fondées du risque sur ces marchés, ou enlisés dans des crises de la dette qui s'aggravent.

« L'injustice et le déséquilibre ne sont pas seulement inacceptables. Ils sont contre-productifs, pour toutes les économies », fait observer Simon Stiell. Premièrement, parce qu'ils rendront presque impossible la réduction de moitié des émissions mondiales d'ici à 2030, en vue d'atteindre le net zéro sans lequel aucune économie (y compris les plus grandes) ne pourra survivre au carnage climatique grandissant. Deuxièmement, parce que les chaînes d'approvisionnement sont interdépendantes. Et les systèmes économiques sont de plus en plus perturbés.

L'exemple des graves sécheresses et incendies qui anéantissent la production alimentaire dans des régions clés, ou qui ralentissent le trafic maritime dans des couloirs importants, permet de comprendre l'enjeu de la décarbonation. L'on a tous pu se rendre

n'obtenons pas davantage d'investissements pour des chaînes d'approvisionnement plus résilientes aux changements climatiques », prévient de nouveau Simon Stiell. Malgré tous les récents débats sur la démondialisation ou la délocalisation de proximité, le monde et son économie sont toujours interdépendants. Et si une transition mondiale à deux vitesses s'installe, tout le monde finira par être perdant, très perdant d'ailleurs.

« La bonne nouvelle est que nous connaissons les solutions nécessaires », précise le responsable de la CCNUCC. « Nous avons besoin d'un nouvel accord sur le financement de l'action climatique. Je parle délibérément d'accord, parce qu'il ne s'agit pas seulement d'un montant concernant les financements publics dont nous avons besoin. Il s'agit d'un engagement à faire circuler les fonds dès maintenant, à partir d'un plus grand nombre de sources », poursuit-il.

« Des financements publics et concessionnels, oui, mais aussi des financements mixtes, rendus possibles par des réformes en profondeur des banques de développement, et par

Dans tous les rapports sur l'ampleur des opportunités et des besoins en matière d'action climatique dans les pays en développement, une grande partie des graphiques est généralement dédiée au secteur privé. Mais il est clair que les gouvernements doivent jouer un rôle de premier plan. Les nouvelles Contributions déterminées au niveau national (CDN) figureront parmi les documents politiques les plus importants produits au cours de ce siècle, tout comme les plans d'adaptation. Ce sont les gouvernements du monde entier qui impulseront la dynamique dans leurs pays respectifs.

Toutefois, le plaidoyer des acteurs non étatiques n'a jamais été aussi essentiel afin d'expliquer aux gouvernements pourquoi il est tout à fait dans leur intérêt d'intensifier leurs actions climatiques et d'élaborer des plans plus robustes, ainsi que des politiques plus fortes pour les soutenir. « Vous avez tous un rôle crucial à jouer pour veiller à ce que les gouvernements envoient davantage de signes positifs en matière d'investissement », leur a adressé Simon Stiell.



Illustration de la finance climatique

et pour freiner les coûts exponentiels liés au climat. Les flux financiers en faveur de l'action climatique sont déjà estimés à plus de mille milliards de dollars. Rien qu'au cours de l'année 2024, les investissements dans le solaire photovoltaïque devraient atteindre plus de

plus nombreux à bénéficier davantage de ce déluge croissant d'investissements climatiques, nous allons rapidement virer vers une transition mondiale à double vitesse ; et cela est dangereux », prévient Simon Stiell. Des entreprises du Nord bien

DU 1^{er} JUILLET AU 31 OCTOBRE

PRÊT SCOLAIRE

0%
TAUX D'INTÉRÊT

Disponible
en

24h



PLUS DE SOUCIS
pour la rentrée scolaire
de nos enfants.

Jusqu'à **5 mois** du **salaire net***

RDV EN AGENCE

La Banque Autrement

<https://togo.coris.bank>



*Offre soumise à conditions

#Ose
Passer
À l'Action!

Promo
Conso
C'magik!

Réponds aux questions, consomme
chaque jour et gagne des lots.

Inscription gratuite via

***5050*1#**

e-com

Conso

Tape ***5050#**

Quiz

MOOV par SMS au **5050**

Côté : 50F/sms

Un monde nouveau vous appelle.

**Moov
Africa**